ASSEMBLÉE NATIONALE

2 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1349)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL603

présenté par

M. Reda, M. Gosselin, M. Brun, Mme Bazin-Malgras, M. Thiériot, M. Le Fur,
M. Emmanuel Maquet, Mme Brenier et M. Pauget

ARTICLE 37

Compléter l'alinéa 10 par la phrase suivante :

« L'amende forfaitaire délictuelle qui parvient à l'utilisateur à son domicile doit obligatoirement s'assortir d'informations sur les structures sanitaires ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin que les usagers interpellés dans le cadre de l'amende forfaitaire à l'usage illicite de stupéfiants puissent mieux connaître l'accompagnement sanitaire dont ils peuvent bénéficier il serait nécessaire d'inscrire, sur l'avis d'amende forfaitaire envoyé au domicile de l'utilisateur, des informations sur les structures sanitaires.